

Deuxième round du dialogue inter Burundais à Arusha, toujours sans Le CNARED

@rib News, 04/07/2016 â€“ Source AFP Le dialogue de sortie de crise au Burundi, relancé en mai après plusieurs mois de blocage, doit se poursuivre à partir de samedi à Arusha (Tanzanie), a annoncé lundi le facilitateur tanzanien, mais la coalition d'opposition CNARED devrait encore être absente qu'entité. "Le prochain round du dialogue (de sortie) de crise au Burundi est prévu du 9 au 12 juillet (...) à Arusha", a annoncé dans un tweet Macocha Tembele, secrétaire particulier du facilitateur dans le conflit burundais, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa (photo, lors de la clôture du premier round en mai dernier).

La liste des invités n'a pas été officiellement communiquée. Mais, selon un diplomate occidental ayant requis l'anonymat, "la médiation va une nouvelle fois inviter les mêmes partis et organisations de la société civile pratiquement que lors de la relance du dialogue en mai, c'est-à-dire sans l'opposition regroupée au sein du CNARED". Le dialogue inter-burundais avait repris du 21 au 24 mai à Arusha, sans le CNARED, une coalition représentant la quasi-totalité des partis d'opposition burundais qui n'avait pas été invitée. Benjamin Mkapa avait rencontré les 10 et 11 juin à Bruxelles les dirigeants de cette plate-forme, qui s'étaient dit "très satisfaits" à l'issue de ces discussions. Mais le facilitateur semble avoir encore à la pression de Bujumbura. "Comme le pouvoir burundais a fait de la participation du CNARED une ligne rouge, Mkapa doit faire un choix entre la présence du CNARED ou celle du pouvoir burundais à Arusha. Il semble avoir opté pour le premier", a regretté le même diplomate. Malgré les pressions et sanctions de la communauté internationale, le pouvoir burundais a refusé jusqu'ici de s'asseoir à la même table que la coalition d'opposition, qu'il accuse d'être liée à une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et aux violences actuelles. Lors de la session précédente en mai, quelques rares membres du CNARED s'étaient rendus à Arusha, après avoir été invités à titre individuel. La coalition a décidé cette fois-ci d'interdire ses membres de participer aux discussions si elle n'est pas invitée collectivement. Elle a fait "signer ses membres un acte d'engagement qui prévoit, au cas où le CNARED n'est pas invité en tant que tel, l'exclusion automatique de tout parti ou personnalité qui ira à l'encontre de cette décision", a expliqué Jérémie Minani, son responsable de la communication. "Le premier rendez-vous d'Arusha avait réuni le gouvernement burundais avec ses seuls alliés pratiquement (...). On risque de se retrouver avec la même configuration une fois encore", a réagi auprès de l'ancien président burundais Domitien Ndayizeye, se demandant "où veut en venir Mkapa avec une telle stratégie?". "Si le CNARED n'est pas invité, si les figures de la société civile en exil ne sont pas invitées, je ne vois pas ce que j'irais faire à Arusha. J'espère qu'on ne va pas en arriver là", a répondu M. Ndayizeye, qui est lui-même membre du CNARED et était présent en mai à Arusha. Le Burundi a plongé dans une grave crise de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Ces violences ont déjà fait plus de 500 morts depuis le début de la crise, et le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés estime désormais à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays.